



François Mélard (éd.), Écologisation. Objets et concepts intermédiaires. Bruxelles, Peter Lang, 2008

Antoine Doré

► **To cite this version:**

Antoine Doré. François Mélard (éd.), Écologisation. Objets et concepts intermédiaires. Bruxelles, Peter Lang, 2008. Revue d'Anthropologie des Connaissances, 2009, 3, pp.171-175. hal-02653484

HAL Id: hal-02653484

<https://hal.inrae.fr/hal-02653484>

Submitted on 29 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

FRANÇOIS MÉLARD (ÉD.), ÉCOLOGISATION. OBJETS ET CONCEPTS INTERMÉDIAIRES. BRUXELLES, PETER LANG, COLL. « ECOPOLIS », 2008, 214 P.

Antoine Doré

S.A.C. | « *Revue d'anthropologie des connaissances* »

2009/1 Vol. 3, n° 1 | pages 171 à 175

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-anthropologie-des-connaissances-2009-1-page-171.htm>

Pour citer cet article :

Antoine Doré, « François Mélard (éd.), Écologisation. Objets et concepts intermédiaires. Bruxelles, Peter Lang, coll. « Ecopolis », 2008, 214 p. », *Revue d'anthropologie des connaissances* 2009/1 (Vol. 3, n° 1), p. 171-175.
DOI 10.3917/rac.006.0171

Distribution électronique Cairn.info pour S.A.C..

© S.A.C.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

François Mélard (éd.), *Écologisation. Objets et concepts intermédiaires*. Bruxelles, Peter Lang, coll. « Ecopolis », 2008, 214 p.

L'environnement reste à ce jour un champ en cours de structuration qui nécessite des innovations et des adaptations théoriques, méthodologiques et techniques pour répondre à des problèmes de plus en plus complexes. Les auteurs de l'ouvrage *Écologisation. Objets et concepts intermédiaires* en apportent la démonstration convaincante à double titre. Premièrement, ils livrent des descriptions fines du travail opéré par les acteurs – gestionnaires d'espaces naturels, agriculteurs, riverains, élus, ménages, etc. – qu'ils ont observés agissant dans un monde « environnementalisé ». Deuxièmement, ils mettent au jour les résultats du travail conceptuel et méthodologique qu'eux-mêmes ont développé pour répondre aux enjeux de la description et de l'accompagnement des pratiques du champ environnemental qu'ils sont amenés à relever en tant que chercheurs. Comme l'annonce explicitement le sous-titre de l'ouvrage, les auteurs s'interrogent plus spécifiquement sur la portée théorique et méthodologique des notions d'objets et de concepts intermédiaires pour décrire et démêler la complexité des questions d'environnement.

La démarche des auteurs vise à développer et à étayer une posture constructive et sociale de l'action collective environnementale. Revenant sur une dizaine d'années d'expérience de recherche pluridisciplinaire portant notamment sur les questions de gestion des espaces naturels, d'agriculture et de politiques énergétiques, les auteurs proposent de tester et de démontrer l'intérêt de prendre au sérieux les appuis matériels et conceptuels construits et mobilisés par les acteurs eux-mêmes pour décrire et comprendre l'action collective environnementale. Par là, ils développent une analyse de la fabrication de l'action collective où la matérialité des dispositifs et des politiques ne constitue plus un artefact trop souvent laissé pour compte mais plutôt le point nodal d'une compréhension circonscrite de la gestion environnementale. Parcourant plusieurs domaines de recherche, des sciences cognitives à la sociologie de la délibération en passant par les sciences de gestion, l'ensemble des contributions s'inscrit néanmoins d'emblée dans « la continuité des travaux menés depuis une trentaine d'années sur la place des objets dans l'action, notamment industrielle et scientifique » (Mélard, p. 11). Comme le soulignent plusieurs contributions de ce volume, les situations observées et décrites diffèrent de celles prises en compte par les recherches sur les réseaux scientifiques et sur la conception industrielle à l'origine de ces notions d'objets et de concepts intermédiaires. C'est sans doute là l'un des principaux défis de ce volume. Les contextes d'ob-

servation sont en effet le plus souvent des « situations faiblement structurées » (Haynes et Mougenot, p. 157) où « ce que conçoivent les acteurs n'est pas un produit : une pièce de moteur ou un engrenage [...] mais une solution collective comprenant un ensemble d'activités très différentes, de comportements professionnels variés » (Teulier et Hubert, p. 165). Il convient alors, pour les auteurs, de tester sur divers cas d'études les portées et limites de ces notions dans le cadre spécifique de l'analyse de l'action collective environnementale.

L'ouvrage se compose de neuf contributions qui s'organisent en quatre grandes parties de longueurs inégales auxquelles s'ajoutent une introduction et une conclusion du coordinateur de l'ouvrage.

Les deux contributions de la première partie plantent le décor théorique et thématique. Elles situent les questions spécifiques de l'ouvrage dans des contextes scientifique, politique et historique plus généraux. Dans la première, François Mélard propose un état de l'art substantiel et clair de l'évolution de la place de l'objet dans l'action au sein des sciences sociales. L'auteur se risque ici à une synthèse conceptuelle et théorique qui prend forme avec la partition qu'il opère entre trois conceptions principales des objets intermédiaires : (1) l'approche par les universaux, où les objets n'ont pas réellement leur place dans l'analyse sociale de l'action ; (2) l'approche des objets médias, où l'objet participe d'enjeux de transmission de connaissances, de valeurs, d'injonctions... entre des acteurs différents ; (3) l'approche des objets médiateurs, où l'objet participe d'enjeux de transformation des questions posées et des solutions formulées. Ce détour par les sciences cognitives, la sociologie de l'économie et de la comptabilité, et l'analyse des réseaux scientifiques et de la conception industrielle lui permet dans un second temps, d'une part de problématiser la question de l'étude sociale des objets dans le champ spécifique de l'environnement et, d'autre part, de justifier son choix de centrer la réflexion sur les notions d'objets et de concepts intermédiaires pour y répondre. Il explique notamment que « le travail de conceptualisation des objets intermédiaires [...] partage avec l'approche environnementale [...] une exigence de gestion coopérative d'un processus (industriel ou environnemental) et donc le souci de lier le développement d'un produit, d'une expertise ou d'une solution à un mode d'organisation compatible » (p. 42). La contribution suivante justifie sous un angle différent l'intérêt de ces notions dans l'analyse sociologique des questions environnementales. Marc Mormont et Bernard Hubert recontextualisent ici l'émergence et l'importance conceptuelle des approches de la médiation dans le cadre de la transformation des problématiques environnementales « qui tendent à se définir comme politiques de développement durable dont l'ambition est de réorienter le développement et non plus seulement d'en limiter les conséquences dommageables » (p. 51).

La deuxième partie se concentre sur la dynamique des objets intermédiaires. L'unique contribution qui la compose développe la question du changement dans les projets de développement durable. Catherine Mougenot et Pierre Stassart se penchent plus spécifiquement sur l'étude de l'efficacité des objets dans les

processus de transformation visant à plus de durabilité. En croisant deux cas d'étude très différents – le « rôle » d'un diagramme représentant simultanément l'offre et la demande dans la construction d'une filière de production de viande bovine issue de l'agriculture biologique et celui d'une carte de réseau écologique dans le cadre des Plans Communaux de Développement de la Nature en Région Wallonne –, les auteurs nous montrent le caractère fugace de ces objets intermédiaires qui ne tiennent que par l'engagement des acteurs qui les mobilisent et qui en font « des appuis stratégiques pour de nouveaux apprentissages collectifs » (p. 95).

La partie suivante regroupe quatre chapitres. Le premier met en évidence les jeux de cache-cache et de mise en visibilité qui se jouent entre usagers d'un site protégé quand il s'agit d'élaborer un schéma prospectif d'aménagement de celui-ci. On voit alors comment la carte permet d'objectiver et de matérialiser les étapes de la négociation mais aussi de l'accompagner en facilitant des va-et-vient entre l'échelle géographique du projet et celles des activités propres à chaque type d'usager. Le second chapitre rend compte de la constitution et de la montée en puissance d'un groupe de professionnels agricoles à l'occasion de l'élaboration d'une carte communale des terres d'épandage. Marc Mormont et Hélène Brives – auteurs respectifs du premier et du deuxième chapitre – proposent ensuite un regard croisé intitulé : « Les médiations de l'action collective "environnementale" ». L'analyse qu'ils font des structures de l'action collective autour d'une carte les amène à développer le poids de la question des échelles. Tout en rappelant que les règles générales (la directive nitrates par exemple) sont des instruments importants qui stimulent et servent d'appui aux initiatives locales, les auteurs insistent sur le fait que c'est « l'implémentation » locale de ces normes qui constitue l'enjeu principal. Ils justifient par là l'importance des actions de médiation qui se situent à l'interface des systèmes locaux et des normes générales. La dernière contribution de cette partie laisse de côté les objets médiateurs pour se concentrer sur les objets médias comme producteurs de liens sociaux. Isabelle Haynes et Catherine Mougnot montrent ici comment des formulaires plus ou moins standardisés sont porteurs de sens et d'effectivité. L'analyse de l'usage d'un bilan énergétique à destination des ménages d'une part et d'une fiche projet d'un programme de protection de la nature d'autre part les amène à montrer comment des objets médias, habituellement caractérisés comme « froids » et prescriptifs, permettent en fait de mettre au jour et/ou de créer : de la familiarité entre les personnes et entre les personnes et le sujet considéré ; des identités plurielles et une interconnaissance de celles-ci ; des effets inattendus par exemple en termes de transformation des modes de rationalité.

La quatrième et dernière partie est consacrée aux concepts intermédiaires. En s'appuyant essentiellement sur l'observation du projet de restauration écologique du lac de Grand-Lieu en Loire Atlantique, Régine Teulier et Bernard Hubert proposent d'aborder cette situation de gestion collective comme une situation de conception. Ils décrivent comment les concepts tiennent une place

prépondérante dans l'invention de solutions à des problèmes complexes en articulant les échanges, les connaissances et les actions d'acteurs hétérogènes. On voit alors comment l'analyse diachronique qu'ils présentent des processus d'élaboration et de stabilisation de ces derniers fournit des clés de compréhension pertinentes des processus de négociation et de construction collective de l'action. Partant d'un terrain relativement proche – les zones humides côtières en France –, Patrick Steyaert expérimente quant à lui l'introduction d'un concept scientifique dans un processus délibératif visant à délimiter le périmètre d'une zone de conservation de la nature. Il est ensuite amené à observer les modifications induites dans la définition des enjeux ou dans la conception des agencements entre acteurs. Découle de cette expérience une perspective intéressante sur le rôle de la recherche dans l'action et plus spécifiquement sur l'importance – pour l'action – des conditions de production et de mobilisation des connaissances scientifiques plus que des connaissances elles-mêmes.

En conclusion de l'ouvrage, François Mélard formule quelques éléments de synthèse sur la place des objets et concepts intermédiaires dans une approche sociologique de l'environnement et esquisse les lignes directrices pour une poursuite des travaux qu'il appelle de ses vœux.

Cet ouvrage est ainsi tout à fait important au moment où l'environnement peine à s'instituer comme champ disciplinaire à part entière, que ce soit en sociologie (Kalaora, 1993 ; Deverre, 1999 ; Mauz, 2006) ou en sciences de gestion (Aggeri, 2005 ; Barbier, 2005). Par son titre – *Écologisation* –, il se démarque et semble s'inscrire dans une perspective singulière plutôt enthousiasmante car susceptible de renouveler sous un angle nouveau la définition d'un champ d'analyse. On aurait pu s'attendre à ce que cette proposition inédite soit développée et tenue tout au long des chapitres. Au lieu de quoi, après une définition rapide de la notion d'écologisation, les auteurs tendent à maintenir l'usage d'une terminologie bien connue des registres de l'environnement et du développement durable qui n'aide pas à bien appréhender l'originalité du propos. Au final, on s'interroge sur la nature réelle de la proposition : s'agit-il de mieux délimiter un champ d'étude qui ne trouve pas dans le qualificatif « environnement » les marques suffisantes pour exister, ou bien est-ce une contribution à la définition d'une sorte de paradigme émergent (ou ré-émergent devrait-on dire) que certains auteurs (Gibson, 1986 ; Stengers, 2006) ont déjà esquissé à leur manière avec une perspective écologique de l'analyse sociologique ? Cet ouvrage a le mérite de pointer implicitement ces deux options importantes tout en procurant des éléments de contribution pour chacune d'entre elles.

Par ailleurs, on est frappé à la lecture de l'ouvrage par la multiplicité des concepts hérités des études sociales des objets dans l'action. On passe d'une part de la notion d'objet à celles d'instrument, de dispositif, de concept, que l'on associe, d'autre part, à celles d'intermédiaire, de frontière, de média, de médiateur... Dans le premier chapitre, François Mélard expose cette richesse et cette diversité et l'on identifie bien les différents courants auxquels se rattache

chacune des notions. Pourtant, l'ensemble des auteurs mobilisent tour à tour différents termes et les nuances conceptuelles propres à chacune des notions s'en trouvent parfois brouillées. On suit donc fort volontiers le coordinateur de l'ouvrage qui pointe, en conclusion, la nécessité de poursuivre la réflexion sur les notions d'objets et de concepts « intermédiaires ». En attendant, l'ouvrage suspend volontairement l'expérience à un stade où le lecteur se trouve face à un ensemble de notions qu'il mobilisera avec prudence pour ne pas négliger ou confondre les spécificités qui font les forces et les faiblesses de chacune d'elles.

Au final, cet ouvrage offre une excellente démonstration de l'efficacité des notions d'objets et de concepts intermédiaires quand elles sont mobilisées pour éclairer ou pour guider de façon originale l'action collective environnementale. Il ouvre de plus un certain nombre de questions complexes et stimulantes qui prennent appui sur une assise empirique solide.

BIBLIOGRAPHIE

- Aggeri F. (2005). « L'environnement en quête de théorie », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 13, p. 138-140.
- Barbier M. (2005). « École des Champs, École des Mines, bientôt une École des Environnements ? », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 13, p. 141-144.
- Deverre C. (1999). « La place des sciences sociales dans la problématique environnementale », *Les dossiers de l'environnement de l'INRA*, vol. 17, p. 11-30.
- Gibson J.J. (1986). *The ecological approach to visual perception*, Hillsdale, Lawrence Erlbaum Associates.
- Kalaora B. (1993). « Le sociologue et l'environnement », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 1(4), p. 309-315.
- Mauz I. (2006). « La sociologie de la nature est une jungle », *Espaces naturels*, vol. 16, p. 18-19.
- Stengers I. (2006). *La vierge et le neutrino*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond.

Antoine DORÉ est doctorant en sociologie au Cemagref de Grenoble, rattaché à l'université de Liège et à Sciences Po. Ses recherches portent sur l'action publique environnementales et la mise en politique de la nature.

ADRESSE CEMAGREF Grenoble
 Domaine Universitaire
 2, rue de la Papeterie – B.P.76
 38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex

COURRIEL antoine.dore@cemagref.fr
